

Deux ans pour relancer l'Europe

Sous l'impulsion d'Angela Merkel, les 27 s'engagent à établir des « bases communes renouvelées »

L'identité européenne

Nous le savons bien, l'Europe est notre avenir commun : la déclaration de Berlin rédigée par M^{me} Merkel, pour générale et brève qu'elle soit, a le mérite de nous ramener à l'essentiel. Les vieux comme les nouveaux peuples européens n'ont de maîtrise possible sur leur avenir qu'ensemble. Dans un contexte marqué de plus

M en plus par la vague populiste et la réinvention du nationalisme, ce simple rappel, par celle qui s'attache à garder la maison pendant la crise, est une bouffée d'oxygène. Les raisons qui expliquent le mal-être actuel ne doivent pas, en effet, nous détourner de l'idéal de voir s'affirmer une identité européenne.

Les raisons d'être déçus et inquiets ne manquent pas. Les Européens ne savent plus ce qu'ils veulent faire de l'Europe. Ils ont cessé de s'accorder sur un idéal européen. Le dernier empruntait l'idée d'une confédération, à défaut d'une fédération, au service d'un modèle mêlant le capitalisme rhénan au colbertisme français ; d'où la force et la capacité d'entraînement du couple franco-allemand.

Le projet fondateur n'est plus. Il n'y a pas de majorité pour une Europe qui justifierait d'autres abandons de souveraineté ; pas davantage de majorité pour un « modèle » unique (il y a autant de pays séduits par le modèle libéral que par la social-démocratie) ; pas de majorité pour une harmonisation fiscale ou pour une politique budgétaire ou industrielle ; pas de consensus sur la notion de service public. La liste n'est pas exhaustive.

L'ennui est que les dirigeants français – de tous bords – sont les derniers à pouvoir se plaindre de cette situation qui fait principalement une victime : l'ambition européenne de la France, ou l'ambition française qu'était jusqu'à présent la construction européenne.

J.-M. C.

Lire la suite page 2



Angela Merkel avec Hans-Gert Pöttering (à gauche) et José Manuel Barroso, le 25 mars à Berlin. MONASSE/MODUSPHOTO

■ **Calendrier.** Présidente du Conseil européen jusqu'au 30 juin, Angela Merkel a mis à profit la célébration des cinquante ans du traité de Rome, dimanche 25 mars, à Berlin, pour prendre en main la relance institutionnelle de l'Union. Dans une déclaration commune, les 27 membres adoptent « l'objectif d'asseoir l'Union européenne sur des bases communes renouvelées d'ici les élections au Parlement européen de 2009 ». La chancelière allemande espère fixer une feuille de route en juin, afin qu'un nouveau traité soit élaboré, au second semestre, pendant la présidence portugaise. Lire page 10

■ **En France.** Nicolas Sarkozy a fait savoir que, s'il est élu président de la République, il adoptera les objectifs de la déclaration de Berlin. François Bayrou s'est montré beaucoup plus critique, estimant que les textes adoptés à l'unanimité sont généralement faits « pour ne pas dire grand-chose ». Le Parti socialiste n'avait pas réagi, lundi matin, à la déclaration de Berlin. Philippe de Villiers a condamné une nouvelle tentative pour « construire l'Europe contre la volonté des peuples », tandis que Jean-Marie Le Pen a affirmé que « l'Europe a été un marché de dupes ». Lire page 12

■ **Défis.** Ancien commissaire européen, Chris Patten reproche à l'UE de se montrer « pusillanime » face aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité commis au Darfour par les troupes du régime soudanais et par les milices que celui-ci soutient. Joaquin Almunia, actuel commissaire aux affaires économiques et monétaires, critique ceux qui font de l'euro un bouc émissaire des difficultés économiques et sociales. Samuel Pizar, avocat international, exprime les espoirs qu'il place en Angela Merkel, seule à même, selon lui, de sortir l'UE de l'enlisement. Débats pages 23-24

L'Iran choisit l'escalade après le vote de l'ONU

Le porte-parole du gouvernement iranien a annoncé, dimanche 25 mars, que Téhéran va « limiter » sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) après le vote, la veille, à l'unanimité du Conseil de sécurité de l'ONU, d'un ultimatum de soixante jours avant la mise en place de nouvelles sanctions. « Il n'y aura même pas une seconde d'arrêt dans la marche nucléaire pacifique et légale du peuple iranien », a déclaré le président de la République islamique, Mahmoud Ahmadinejad.

La décision iranienne de ne plus informer l'AIEA des projets de construction de centrales nucléaires pourrait permettre à Téhéran, selon un expert, de se doter d'une installation d'enrichissement de l'uranium dans un lieu clandestin. Javier Solana, chef de la diplomatie européenne, a annoncé qu'il allait chercher à reprendre contact avec le gouvernement iranien. ■

Lire page 4 et notre éditorial page 2

De Carrefour à Valeo, les fonds sont omniprésents

Carrefour repris partiellement par Colony, Camaïeu par Cinven, Valeo convoité par l'américain Apollo... La puissance des fonds d'investissement ne cesse de s'étendre. Chaque jour ou presque une entreprise française est rachetée, au moins en partie, par l'un d'entre eux. Ces fonds détiendraient 1 500 sociétés françaises, qui emploieraient 6 % des salariés du secteur privé. Le phénomène est mondial. Avec 1 % du capital, le fonds TCI est en train de changer le destin de la banque néerlandaise ABN Amro. Mais les fonds ne sont pas homogènes. Entre le spéculateur (*hedge fund*) et l'investisseur de long terme, ce terme générique dissimule des stratégies différentes, voire opposées. ■

Lire page 17

L'identité européenne

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

L'esprit européen, en effet, a cessé d'inspirer nos gouvernements, qui ne pensent plus l'intérêt national qu'en termes franco-français. D'Airbus à Galileo en passant par la permanente affirmation du cavalier seul sur la scène diplomatique, les exemples abondent et montrent que le « chacun pour soi » remplace cet esprit communautaire qui avait permis tant de progrès. Récemment, n'est-ce pas le Conseil d'Etat, gardien du temple républicain s'il en est, qui notait, « du président jusqu'aux fonctionnaires », une inaptitude à développer un « vrai réflexe européen » ? De même n'est-ce pas la France qui occupe l'un des derniers rangs dans l'application de directives pourtant votées avec son plein consentement ?

La France, il est vrai, n'a pas le monopole du repli national – les opinions, partout en Europe, sont sceptiques, volontiers critiques ; tandis que les élites européennes se désengagent, pensent et regardent « global » ou « mondial » ; à l'instar du futur premier ministre britannique, Gordon Brown, qui explique que le grand marché européen (pourtant supérieur à celui des Etats-Unis par la taille) n'est plus l'horizon des grandes firmes parce qu'elles sont désormais tournées vers le marché mondial. Les opinions, en revanche, regardent leur bien-être. Or les résultats ne sont pas au rendez-vous, puisque l'Asie et l'Amérique vivent une croissance record alors que celle de l'Europe reste médiocre ; alors surtout que dans les principaux pays de l'Europe continentale sévit un chômage de masse qui décourage de croire en quoi que ce soit.

Quant à la crise institutionnelle, l'absence de règles de gouvernement de l'Union simples et efficaces, elle procède du non français et, avant toute chose, renvoie la France à l'idée qu'elle se fait de son destin. Celui-ci avait été repensé il y a cinquante ans, au lendemain de l'échec de l'expédition fran-

co-britannique de Suez. De ce fiasco stratégique était née l'idée que, hier « grande » par ses colonies, la France ne pourrait le rester qu'en se détachant de celles-ci et en construisant l'Europe. Une Europe qu'elle a, pendant cinquante ans, puissamment contribué à façonner, en franchissant une à une des étapes – la dernière en date étant l'euro – dont ses dirigeants, son administration, ses élites considéraient qu'elles étaient l'intérêt du pays. C'est une réflexion stratégique d'égale ampleur qui est redevenue nécessaire.

Parce que la victoire des souverainistes de droite comme de gauche, qui ont fait admettre le retour à la nation, obligera le pays à redéfinir son cap, ou bien à en changer, bien au-delà des propos convenus que tiennent les principaux candidats à l'élection présidentielle sur le sujet. Parce que le blocage français a mis en lumière le coma idéologique dans lequel l'Europe est plongée : zone de libre-échange certes, et après ? Doit-il d'ailleurs y avoir un après, ou plutôt un au-delà (les Britanniques ne le pensent pas) : et autour de quelles valeurs communes ? L'élargissement continu de l'Union, son absence de frontières, donc de territoire, est-il encore compatible avec un projet intégrateur qui ne paraît plus capable de créer un sentiment d'appartenance ?

En même temps, la France reste indispensable à tout redémarrage, à toute nouvelle avancée. Même si elle est aujourd'hui affaiblie et isolée, rien ne se fera sans elle. C'est à elle d'aider à l'émergence d'une identité européenne. Il lui faudra au préalable redécouvrir les raisons d'être européennes. Et pour cela revenir aux « fondamentaux » de la construction européenne. A savoir :

– La paix, bien sûr. Promu par des dirigeants américains dont la hauteur de vues provoque rétrospectivement une insondable nostalgie, développé à l'ombre d'une alliance militaire avec les Etats-Unis durant toute la guerre froide, le projet européen a ramené la paix sur le Vieux Continent. Paradoxalement, tout se passe comme si cette facilité, celle de la protection américaine, avait conduit les Européens à considérer la paix comme une donnée, garantie pour toujours et qui les dispenserait

de se doter d'un appareil militaire capable d'assurer à l'Europe une présence singulière sur la scène internationale. L'assistance crée la dépendance, qui empêche l'émancipation. Nous l'avons mesuré lorsque, confrontés au retour de la guerre dans les Balkans, il a fallu en appeler aux Etats-Unis, politiquement et militairement.

– La démocratie, la liberté. Sans la force d'attraction du pôle démocratique que constitue l'Europe unie, les derniers régimes autoritaires ou fascistes du Vieux Continent – période qui n'est pas si lointaine, de l'Espagne franquiste à la Grèce des colonels – n'auraient pas si facilement et si profondément évolué. De même, c'est l'appartenance à l'Union qui ancre dans la démocratie les régimes européens issus de l'effondrement du communisme. Il suffit de regarder la Russie pour se convaincre que leur liberté à peine conquise eût été aussitôt menacée par la tentation populiste et autoritaire. Qui peut se prévaloir d'un pareil succès ? L'Union impose et entretient l'Etat de droit : elle

offre un ultime niveau de recours judiciaire aux citoyens des pays membres. Pas plus que la paix, la démocratie n'est une donnée acquise une fois pour toutes ; on doit à l'Union d'offrir une garantie supplémentaire d'enracinement démocratique autour de nous. Au moment où la Russie régresse, tandis que l'obsession sécuritaire fait reculer les libertés aux Etats-Unis.

– Et la prospérité. L'Europe a créé un marché unique sans lequel elle ne connaîtrait pas la prospérité qui est la sienne. Elle est l'une des zones de développement les plus avancées du monde. Elle a créé un début d'union monétaire, qui la met à l'abri de bien des turbulences. Enfin, elle est un espace de libre échange pour ses habitants aussi, qu'il serait dangereux d'affaiblir (« le protectionnisme, c'est la guerre », rappelait sans cesse François Mitterrand). Autant de conquêtes qui, là encore, n'allaient pas de soi ; elles sont à porter au crédit d'une aventure européenne qui, pour toutes ces raisons, devrait susciter plus de gratitude, la volonté renouvelée de reprendre notre marche en avant.

Reste à retrouver le chemin. Dans l'immédiat, les candidats rivalisent de modestie : c'est à qui proposera le moins, avec le référendum comme alibi ou pour éviter de se découvrir (c'est pour le moment Nicolas Sarkozy qui préconise la voie la plus réaliste, nous proposant de reprendre le train rapidement). Tous trois se préoccupent désormais d'identité nationale. Comme si celle-ci n'avait pas trouvé, précisément, à s'accomplir dans son ambition européenne ! Comme si l'Histoire ne nous avait pas enseigné qu'une telle ambition n'est pas séparable de l'identité de la France ! Celle-ci sera d'autant mieux garantie que nous trouverons le chemin d'une identité européenne. Sans doute n'y a-t-il pas – pas encore – de modèle. Mais il y a déjà, de Brest à Budapest, les bases d'une civilisation de la solidarité. Et du dialogue, face à la puissance des « empires forces » chinois et américain.

La nation reste, comme le souhaite la majorité des Européens, le cadre principal de l'expression démocratique et de modelage du « modèle » national. Mais l'union est déjà le seul cadre qui permette à ces nations d'espérer traiter les grandes questions qui sont devant nous : immigration, environnement, énergie, lutte contre le terrorisme, recherche scientifique. Sans oublier la défense : dans ce domaine où nous avons besoin d'affirmer un intérêt commun, nous mettons bout à bout des intérêts nationaux qui sont parfois, rarement, défendus en commun. Avec pour résultat bricolage et gaspillage : sait-on qu'il y a plus d'hommes en armes en Europe qu'il y en a dans les armées américaines ?

Mais l'Union est surtout le cadre culturel d'où devra émerger la conscience européenne. « Il n'y aura pas d'entité européenne, pas de lien réel, assure le cinéaste allemand Wim Wenders, tant que nous ne parviendrons pas à donner à voir nos propres mythes, nos sentiments, notre histoire. » Commençons donc par écarter la tentation de leur tourner le dos. ■

M

ÉDITORIAL

Tyrannie des marchés par Pessin



Sommet de Berlin La déclaration du cinquantième anniversaire du traité de Rome réaffirme la volonté « d'être unis »

Les Vingt-Sept veulent relancer l'Union d'ici à 2009

BERLIN
ENVOYÉS SPÉCIAUX

Angela Merkel a mis à profit la célébration en grande pompe, à Berlin, des 50 ans du traité de Rome pour se poser en chef d'orchestre de la relance institutionnelle de l'Union, après le double non français et néerlandais à la Constitution. Dans une déclaration dévoilée dimanche 25 mars, la chancelière allemande a obtenu de haute lutte que les Vingt-Sept partagent « l'objectif d'asseoir l'Union européenne sur des bases communes d'ici aux élections au Parlement européen de 2009 ».

La proclamation du texte, dont la préparation a donné lieu à de multiples frictions, a permis à la présidente en exercice de l'Union de rassembler ses homologues autour des acquis et des défis de « l'unification » européenne : « Notre chance pour nous, citoyennes et citoyens de l'Union européenne, c'est d'être unis », est-il écrit dans ce document. Une formule que M^{me} Merkel a martelée tout au long des festivités.

La déclaration à peine proclamée, la chancelière a invité les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement à débattre pendant le déjeuner du prochain chantier institutionnel. Pour elle, le nouveau traité doit être élaboré d'ici à la fin de l'année, puis ratifié dans chaque capitale d'ici à juin 2009, ce que ne précise pas la déclaration de Berlin, faute de consensus à ce sujet.

Au cours de sa conférence de presse à la clôture des cérémonies, ponctuées par un grand feu d'artifice, M^{me} Merkel a espéré être en mesure, au sommet européen de juin, de fixer une feuille de route et les principaux éléments d'un éventuel compromis, afin de convoquer une conférence intergouvernementale « courte, concentrée et ciblée » avant la fin 2007, sous présidence portugaise.

Les obstacles sont nombreux. « Les avis divergent » sur le contenu du futur texte, a reconnu M^{me} Merkel. Plusieurs Etats rechi-



La chancelière allemande Angela Merkel vient de prononcer, dimanche 25 mars, la Déclaration de Berlin, en présence des 26 autres chefs d'Etat. MICHAEL URBAN/AFP

gnent, comme la Grande-Bretagne, la Pologne ou la République tchèque, à « préserver la substance » de la Constitution, comme le demande M^{me} Merkel, au nom des 18 pays qui l'ont ratifiée. Le président polonais Lech Kaczynski a jugé « intenable » l'objectif de 2009. « C'est juste un rêve de certains Européens qui pensent qu'on peut oublier ce qui est arrivé ces deux dernières années », a affirmé Vaclav Klaus, le chef de l'Etat tchèque.

Une chope de bière

Le départ de Jacques Chirac et celui annoncé de Tony Blair compliquent la tâche de la présidence allemande. Au Royaume-Uni, Gordon Brown serait partisan d'un traité à minima pour éviter tout référendum. Quant aux candidats français

à la présidentielle, ils acceptent le calendrier envisagé par l'Allemagne, mais divergent sur le contenu et le mode de ratification du texte.

A table, le président français, dont c'était la dernière réunion européenne, n'est pas intervenu sur les questions institutionnelles. Sans rappeler l'échec du référendum, M^{me} Merkel a salué en lui un « grand européen », avant de lui offrir une chope de bière de la fin du XVIII^e siècle. Jacques Chirac a vanté une dernière fois l'importance des relations franco-allemandes, « une nécessité consubstantielle à l'évolution européenne », a-t-il dit.

Dans un discours très applaudi par ses pairs, dimanche matin, au Musée historique de Berlin, M^{me} Merkel avait adopté un

ton très personnel pour faire avancer ses vues. Evoquant son passé d'Allemande de l'Est, elle a expliqué à ses homologues qu'elle « avait sept ans lorsque le mur fut construit » et qu'il « divisa aussi sa famille ». Elle a cité avec humour la phrase de dépit prononcée par le général de Gaulle après l'adjonction par le Parlement allemand d'un protocole au traité d'amitié franco-allemand de 1963 pour souligner la prééminence de l'alliance atlantique : « Les traités, voyez-vous, sont comme les jeunes filles et les roses. Ça dure ce que ça dure ! », avait-il dit. On peut dire aujourd'hui que le rosier a nettement poussé depuis 1957 et c'est une jeune fille plus toute jeune, j'en conviens, qui est cosignataire de la déclaration de Berlin. » ■

CÉCILE CALLA ET PHILIPPE RICARD

Berlin, Rome et Bruxelles en fête

BERLIN, ROME ET BRUXELLES ont fêté ce week-end le cinquantième anniversaire du traité de Rome, qui a donné lieu dans les trois capitales à de nombreuses manifestations parallèlement aux cérémonies officielles berlinoises.

A Paris, en revanche, l'événement est quasiment passé inaperçu. Dimanche après-midi 25 mars, l'association Confrontations Europe avait invité les représentants de nombreuses associations à venir débattre à la chambre de commerce et d'industrie de Paris des enjeux de la situation européenne avant d'entendre l'hymne européen, l'*Hymne à la joie*, interprété par les chœurs de Paris-XIII.

Les Berlinoises ont fêté, eux, massivement, l'événement. Samedi soir, des manifestations culturelles avaient été organisées dans de nombreux musées et l'on a dansé toute la nuit au rythme d'une musique venue des quatre coins de l'Union européenne.

Plus de 500 000 personnes se sont pressées dimanche à la grande fête populaire organisée autour de la Porte de Brandebourg, qui rappelait à beaucoup l'atmosphère de la Coupe du monde de football de 2006. Le défilé d'un millier de militants d'extrême gauche venus manifester contre la politique de l'Union européenne n'a pas perturbé cette journée de fête.

A Rome, plus de 100 000 personnes ont participé à une Nuit blanche organisée par six universités de la capitale italienne. A Bruxelles, un concert populaire, qui s'est achevé par un feu d'artifice, a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de spectateurs samedi soir, point d'orgue des animations marquant ce 50^e anniversaire. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs autres villes, notamment Madrid et Lisbonne. ■

HENRI DE BRESSON
ET CÉCILE CALLA (À BERLIN)

VERBATIM

« Asseoir l'Union européenne sur des bases communes renouvelées »

Nous publions l'intégralité de la déclaration de Berlin lue par Angela Merkel, dimanche 25 mars, à Berlin.

« Pendant des siècles, l'Europe a été une idée, un espoir de paix et de compréhension. Cet espoir s'est aujourd'hui concrétisé. L'unification européenne nous a apporté la paix et la prospérité. Elle a créé un sentiment d'appartenance commune et permis de surmonter les antagonismes. Chacun des Etats membres a contribué à l'unification de l'Europe et à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit. C'est grâce au désir de liberté des hommes et des femmes d'Europe centrale et orientale que nous avons pu mettre un terme définitif à la division artificielle de l'Europe. L'intégration européenne nous a permis de tirer les leçons de conflits sanglants et d'une histoire douloureuse. Aujourd'hui, nous vivons unis, comme jamais nous n'avons pu le faire par le passé. Notre chance pour nous, citoyennes et citoyens de l'Union européenne, c'est d'être unis.

I. Nous mettons en œuvre nos idéaux communs au sein de l'Union européenne. L'homme est au cœur de notre action. Sa dignité est inviolable. Ses droits sont inalié-

nables. Femmes et hommes sont égaux. Nous aspirons à la paix et à la liberté, à la démocratie et à l'Etat de droit, au respect mutuel et à la responsabilité, à la prospérité et à la sécurité, à la tolérance et à la participation, à la justice et à la solidarité. La manière dont nous vivons et travaillons ensemble dans le cadre de l'Union européenne est unique en son genre, comme en témoigne la coopération démocratique des Etats membres et des institutions européennes. L'Union européenne repose sur l'égalité des droits et la solidarité. Ainsi, nous concilions de manière équitable les intérêts des différents Etats membres. Nous protégeons l'identité et les traditions diverses des Etats membres au sein de l'Union européenne. Les frontières ouvertes et la formidable diversité de nos langues, de nos cultures et de nos régions sont pour nous source d'enrichissement mutuel. Nombreux sont les objectifs que nous ne pouvons atteindre qu'ensemble, et non pas seuls. Les tâches à accomplir sont réparties entre l'Union européenne, les Etats membres et leurs autorités régionales et locales.

II. Nous devons relever de grands défis qui ignorent les frontières nationales. Notre

réponse, c'est l'Union européenne. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions préserver notre idéal européen de société dans l'intérêt de tous les citoyens de l'Union européenne. Ce modèle européen concilie réussite économique et solidarité sociale. Le marché unique et l'euro nous rendent forts. Nous pouvons ainsi maîtriser, dans le respect de nos valeurs, l'internationalisation croissante de l'économie et une concurrence de plus en plus vive sur les marchés internationaux. L'Europe est riche des connaissances et du savoir-faire de ses citoyens ; c'est la clé de la croissance, de l'emploi et de la cohésion sociale. Nous lutterons ensemble contre le terrorisme, la criminalité organisée et l'immigration illégale, tout en défendant les libertés et les droits des citoyens, y compris contre ceux qui les menacent. Jamais plus le racisme et la xénophobie ne doivent avoir une chance de s'imposer. Nous nous mobilisons pour que les conflits dans le monde se règlent de manière pacifique et que les hommes ne soient pas victimes de la guerre, du terrorisme ou de la violence. L'Union européenne veut encourager la liberté et le développement dans le monde. Nous voulons faire reculer la pauvreté, la

faim et la maladie et continuer de jouer un rôle majeur dans ce domaine. Nous avons la ferme intention de progresser ensemble dans le domaine de la politique énergétique et de la protection du climat et contribuer à la lutte contre la menace que fait peser le changement climatique sur la planète.

III. L'Union européenne continuera de se nourrir à la fois de son ouverture et de la volonté des Etats membres d'approfondir son développement interne. Elle continuera de promouvoir la démocratie, la stabilité et la prospérité au-delà de ses frontières. Grâce à l'unification européenne, le rêve des générations précédentes est devenu réalité. Notre histoire nous commande de préserver cette chance pour les générations futures. Il nous faut pour cela toujours adapter la construction politique de l'Europe aux réalités nouvelles. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, cinquante ans après la signature des traités de Rome, nous partageons l'objectif d'asseoir l'Union européenne sur des bases communes renouvelées d'ici aux élections au Parlement européen de 2009. Car, nous le savons bien, l'Europe est notre avenir commun.